

3. Les normes en vigueur  
En cas de contradiction entre ces documents, celui qui porte le numéro le moins élevé prime sur les autres. Les documents généraux édités et en vente dans le commerce ne sont pas joints au présent contrat.

### • Lutte contre le travail dissimulé

Le sous-traitant souscrit la déclaration en matière de travail illégal selon l'un des deux modèles proposés en annexe du présent contrat.

## Article 3 HYGIÈNE, SÉCURITÉ, PROTECTION DE LA SANTÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

### • Travaux soumis à coordination SPS :

☐ Oui ☐ Non

Remise par l'entrepreneur principal d'un exemplaire du PGC SPS (Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé) en date du \_\_\_\_\_

Remise par l'entrepreneur principal du projet de dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO) et des mesures d'organisation générales retenues ☐ Oui ☐ Non

### • Existence du CISSCT : ☐ Oui ☐ Non

## Article 4 ÉVACUATION ET TRAITEMENT DES DÉCHETS

### • Obligation de l'entrepreneur principal :

Préconisations et informations relatives à l'élimination des déchets : \_\_\_\_\_

### • Obligation du sous-traitant :

Coût de l'évacuation et du traitement des déchets du sous-traitant : \_\_\_\_\_ euros, intégré dans son offre.

## Article 5 PRIX

### • Le sous-traitant s'engage à exécuter les travaux objet du présent contrat :

☐ pour la somme globale et forfaitaire de \_\_\_\_\_ euros

☐ suivant bordereau de prix et détail estimatif ci-annexés.

En application de l'article 283, 2 nonies du code général des impôts, aucune TVA ne doit être facturée par le sous-traitant réalisant des travaux de construction, de réparation, de nettoyage, d'entretien, de transformation et de démolition d'un bien immobilier.

### • Le prix du présent contrat est :

☐ ferme et actualisable par les formules suivantes : ☐ révisable ☐ actualisable et révisable ☐ ferme

\_\_\_\_\_

dont les valeurs de référence sont : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

et selon les modalités suivantes : \_\_\_\_\_

## Article 6 PAIEMENTS

### • Maître d'ouvrage public - État, collectivités territoriales, établissements ou entreprises publics (Titre II de la loi de 1975) :

Le sous-traitant direct du titulaire du marché est payé directement par le maître de l'ouvrage.

Le sous-traitant présente à l'entrepreneur principal ses situations et mémoires dans les conditions indiquées ci-après (délais notamment) : \_\_\_\_\_

Le délai de paiement du sous-traitant est identique à celui applicable à l'entrepreneur principal.

Tout retard de paiement par le maître de l'ouvrage donne lieu au paiement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire conformément à la réglementation en vigueur.

En cas de sous-traitance de second rang et plus avec un maître d'ouvrage soumis au Titre II de la loi de 1975, les dispositions du paragraphe ci-après concernant le maître de l'ouvrage privé sont applicables.

### • Maître d'ouvrage privé

Le sous-traitant est payé :

☐ par l'entrepreneur principal, qui fournit au sous-traitant une caution bancaire,

☐ par le maître de l'ouvrage privé dans les conditions précisées par une délégation de paiement.

Le sous-traitant présente à l'entrepreneur principal ses situations et mémoires dans les conditions indiquées ci-après : \_\_\_\_\_